

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY

NANCY, le 21/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MANUFACTURE DE BACCARAT**

Rue des Cristalleries  
BP 31  
54120 BACCARAT

Références : 2023\_2310  
Code AIOT : 0006200031

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement MANUFACTURE DE BACCARAT implanté Rue des Cristalleries BP 31 54120 BACCARAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUFACTURE DE BACCARAT
- Rue des Cristalleries BP 31 54120 BACCARAT
- Code AIOT : 0006200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MANUFACTURE DE BACCARAT exploite sur le territoire de la commune de BACCARAT des installations de fabrication et de travail du cristal. L'activité est présente sur le site depuis 1764. Dans la manufacture, sont fabriquées toutes sortes de pièces en cristal dont des articles des arts de la table, des lustres, des bijoux, des vases, des objets de décoration...

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Visite réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle sur les thématiques air et eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2	Lettre de suite	1 mois
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 7.5.5	Lettre de suite	1 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 4.2.2	Lettre de suite	2 mois
5	Protection de l'alimentation en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	Lettre de suite	2 mois
6	Étude de séparation des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 4.3.2	Lettre de suite	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Diagnostic des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit fournir un certain nombre d'éléments à l'inspection afin de préciser la situation du site au regard de ses obligations réglementaires sur la thématique « eau, sur laquelle l'inspection a essentiellement porté.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Valeurs limites d'émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques liés à la fusion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites ...
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la campagne de mesures a débuté le 25 septembre 2023. Il dispose d'un pré-rapport établi par son bureau d'études. Selon l'exploitant, des non-conformités ont été relevées : COVt sur le four à pots et COVt+NOx sur le four A. L'exploitant a précisé qu'il était dans l'attente du rapport final afin d'interpréter les résultats et mettre en place les mesures correctives. Cependant, il a précisé que certaines valeurs mesurées étaient dues à des positionnements qui influencent les teneurs en Oxygène. Ce point a déjà fait l'objet d'échanges antérieurs avec l'inspection. Il convient de rappeler que les concentrations sont exprimées sur gaz sec et rapportées sur la

teneur en oxygène de référence, soit 8 % et 13 % pour ce qui concerne la manufacture et que les prises de mesures sont à positionner suivant les normes établies.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, dès réception le rapport de contrôle de cette campagne, accompagné de ses commentaires quant aux dépassements constatés ainsi que ses propositions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> les réseaux d'assainissement (...) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés (...).
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'étanchéité du bassin de confinement dans lequel l'ensemble des eaux du site transite pour y être décantées avant rejet et traitement dans le milieu naturel. L'exploitant a précisé que le bassin est curé une fois par an ; les boues sont évacuées en déchets dangereux.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 1 mois de justifier que le bassin de confinement est étanche aux produits collectés et, si ce n'est pas le cas, de transmettre un plan d'actions qui ne dépassera pas un an en vue d'éviter toute pollution de la nappe ou de la Meurthe par les rejets indirects de celui-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Diagnostic des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport d'études
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MANUFACTURE DE BACCARAT (...) est tenue de respecter (...) et de mener les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic (...) qui doit conduire à déterminer les actions de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau de distribution.
<b>Constats :</b> Par courrier du 19 juillet 2021, l'exploitant a transmis un diagnostic des prélèvements d'eau et des rejets aqueux qui fera l'objet d'un rapport d'examen distinct. En outre, l'exploitant indique que les premiers travaux sont prévus courant 2024 pour réutiliser une partie de l'eau en sortie de station de traitement afin de la réinjecter vers les ateliers de fletage. Un gain de 170m <sup>3</sup> /jour est attendu. Par ailleurs, des travaux sont en cours sur les sanitaires et vestiaires du personnel ; l'exploitant doit mesurer le gain attendu également de ce côté-là. D'autres travaux devraient être programmés pour réutiliser de l'eau en sortie de station de traitement pour la réinjecter vers les autres ateliers et refroidissement de four. L'exploitant a précisé également être en réflexion sur l'arrêt la TAR pour économiser de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les plans de réseau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour (...). Ils sont tenus à la disposition (...) des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des réseaux ; il s'agit de réseau unitaire. Des modifications de la tuyauterie en lien avec la reconstruction du four F ont été apportées sur le réseau ; les plans mis à jour sont disponibles au poste de garde.
<b>Observations :</b> <b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 1 mois à l'inspection le plan des réseaux mis à jour.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Protection de l'alimentation en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection anti-retour
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la présence de disconnecteurs pour éviter tout risque de pollution entre les eaux dites sanitaires et les eaux dites techniques.
<b>Observations :</b> <b>Il est demandé à l'exploitant sous un délai de 2 mois de justifier de la mise en place de disconnecteur permettant tout retour des eaux techniques vers le réseau de distribution des eaux de ville</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois